

PARIS, le 06/07/2006

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION DU
RECouvreMENT ET DU SERVICE
DIRRES

LETTRE CIRCULAIRE N° 2006-083

OBJET : Diffusion d'une circulaire ministérielle du 26 avril 2006 relative à l'assiette des cotisations de Sécurité sociale dues pour l'emploi de personnes exerçant une activité accessoire au sein d'une association de jeunesse ou d'éducation populaire.

Précisions ministérielles sur les modalités d'application de l'arrêté du 28 juillet 1994 notamment sur la définition de l'activité accessoire, l'appréciation de la durée maximale d'activité et l'application de l'assiette forfaitaire en cas d'absence du salarié et congé maladie ou maternité.

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint la circulaire ministérielle n°DSS/5B/2006/185 du 26 avril 2006 relative à l'assiette des cotisations de Sécurité sociale dues pour l'emploi de personnes exerçant une activité accessoire au sein d'une association de jeunesse ou d'éducation populaire.

S'agissant du premier exemple de calcul donné en annexe, j'attire votre attention sur le fait que la réduction Fillon s'applique seulement si les cotisations sont calculées sur une assiette réelle, en vertu du principe de non-cumul de la réduction Fillon et des assiettes forfaitaires.

Ministère de la santé et des solidarités

Direction de la sécurité sociale
Sous-direction du financement
de la sécurité sociale
Bureau de la législation financière -
5B

Le ministre de la santé et des solidarités,
Le ministre délégué à la sécurité sociale,
aux personnes âgées, aux personnes handicapées
et à la famille,
à

Monsieur le directeur de l'Agence centrale des organismes
de sécurité sociale,

Mesdames et Messieurs les préfets de Région,

(Directions régionales du travail, de l'emploi et de la
formation professionnelle)

Directions régionales des affaires sanitaires et sociales
(pour information)

Directions de la santé et du développement social de
Guadeloupe, Guyane et Martinique (pour information)

Mesdames et Messieurs les préfets de Département

(Directions départementales du travail, de l'emploi et de la
formation professionnelle)

CIRCULAIRE N°DSS/5B/2006/185 du 26 avril 2006 relative à l'assiette des cotisations de sécurité sociale
dues pour l'emploi des personnes exerçant une activité accessoire au sein d'une association de jeunesse ou
d'éducation populaire

Date d'application :

NOR : SANS0630193C

Classement thématique : Sécurité sociale : organisation, fonctionnement

La présente circulaire est disponible sur le site www.securite-sociale.fr (Rubrique Actualités).

Résumé : Les cotisations de sécurité sociale dues pour l'emploi des personnes exerçant une activité
accessoire au sein d'une association de jeunesse ou d'éducation populaire sont calculées sur la base
d'une assiette forfaitaire égale au taux horaire du SMIC par heure de travail.

L'application de ce dispositif est soumise au respect de conditions particulières.

Mots-clés : cotisations de sécurité sociale – assiette forfaitaire – association – activité accessoire –
nombre d'heures rémunérées – réduction générale de cotisations patronales de sécurité sociale

Textes de référence :

Arrêté du 28 juillet 1994 fixant l'assiette des cotisations de sécurité sociale dues pour l'emploi des
personnes exerçant une activité accessoire au sein d'une association de jeunesse ou d'éducation
populaire

Articles L. 130-1 et L. 241-13 du code de la sécurité sociale
Lettre ministérielle du 12 juillet 2004 relative aux cotisations dues pour les personnes exerçant une activité accessoire au sein d'une association sportive, de jeunesse ou d'éducation populaire
Texte(s) modifié(s) : néant
Texte(s) abrogé(s) : néant
Annexe : Exemples de calcul

En application de l'arrêté du 28 juillet 1994 (fixant l'assiette des cotisations de sécurité sociale dues pour l'emploi des personnes exerçant une activité accessoire au sein d'une association de jeunesse ou d'éducation populaire), les cotisations de sécurité sociale dues pour l'emploi des personnes exerçant une activité accessoire au sein d'une association de jeunesse ou d'éducation populaire sont calculées sur la base d'une assiette forfaitaire égale au taux horaire du SMIC par heure de travail.

L'application de cette assiette est subordonnée au respect de plusieurs conditions :

- l'activité ne doit pas être exercée plus de 480 heures par an ;
- elle doit être autre que sportive ;
- le salarié ne doit faire partie ni du personnel administratif, des dirigeants et administrateurs salariés, ni des personnels médicaux ou paramédicaux de l'association.

Dès lors qu'ils en conviennent d'un commun accord, le salarié et l'association ont la possibilité de calculer les cotisations de sécurité sociale conformément aux règles de droit commun.

La présente circulaire précise les modalités d'application de l'assiette forfaitaire définie par l'arrêté du 28 juillet 1994 fixant l'assiette des cotisations de sécurité sociale dues pour l'emploi des personnes exerçant une activité accessoire au sein d'une association de jeunesse ou d'éducation populaire.

SOMMAIRE

I. CHAMP D'APPLICATION DE L'ASSIETTE FORFAITAIRE	4
A. Caractéristiques de l'activité	4
1. Une activité accessoire.....	4
2. Une activité de nature autre que sportive.....	4
3. Une activité exercée pour le compte d'une association de jeunesse et d'éducation populaire agréée	4
B. Situation du salarié	4
II. MONTANT DE L'ASSIETTE FORFAITAIRE	5
A. Valeur du SMIC prise en compte	5
B. Nombre d'heures pris en compte	5
III. CALCUL DES COTISATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE EN CAS DE NON APPLICATION DE L'ASSIETTE FORFAITAIRE	5
A. La possibilité d'opter pour l'assiette réelle	5
B. Modalités de calcul de la réduction générale de cotisations prévue à l'article L. 241-13 du code de la sécurité sociale.....	5
ANNEXE : EXEMPLES DE CALCUL	

I. CHAMP D'APPLICATION DE L'ASSIETTE FORFAITAIRE

Il est défini par l'article 1^{er} de l'arrêté du 28 juillet 1994 précité.

A. Caractéristiques de l'activité

1. Une activité accessoire

L'assiette forfaitaire est applicable aux activités accessoires rémunérées, exercées au plus 480 heures par an.

Conformément à la jurisprudence la plus récente de la Cour de cassation sur cette question (Chambre Sociale, pourvoi n°96-18072, 1998-12-10, Bulletin 1998, V, n°546, p. 409), le critère à privilégier afin de déterminer le caractère accessoire de l'activité est celui du nombre d'heures exercées au cours de l'année, et non l'exercice à titre principal d'une autre activité.

En conséquence, dès lors qu'une personne exerce une activité rémunérée au plus 480 heures par an pour le compte d'une association sportive, de jeunesse ou d'éducation populaire, l'assiette forfaitaire est susceptible d'être appliquée, que cette personne exerce ou non une activité principale par ailleurs.

Le respect du seuil annuel de 480 heures est apprécié au regard du nombre d'heures donnant lieu à rémunération, c'est à dire celui qui figure sur le bulletin de salaire et qui intègre, le cas échéant, les heures de préparation et de suivi.

Il est apprécié par année civile et par association : un salarié peut donc être engagé simultanément par plusieurs associations et ouvrir droit au bénéfice de l'assiette forfaitaire au titre de chacune de ces activités.

2. Une activité de nature autre que sportive

Les activités de nature sportive ne peuvent donner lieu à l'application de l'assiette forfaitaire.

Le respect de cette condition est apprécié distinctement pour chaque activité exercée. En conséquence, l'exercice simultané d'une activité sportive et d'une activité d'animation ne fait pas obstacle à l'application de l'assiette forfaitaire au titre de l'activité d'animation.

3. Une activité exercée pour le compte d'une association de jeunesse et d'éducation populaire agréée

Pour donner lieu à l'application de l'assiette forfaitaire, l'activité doit être exercée pour le compte d'une association de jeunesse et d'éducation populaire agréée par le ministère en charge de la jeunesse et des sports.

B. Situation du salarié

L'assiette forfaitaire est applicable à toutes les personnes qui exercent une activité rémunérée relevant du régime général de sécurité sociale et répondant aux conditions définies au **A.** ci-dessus.

Par exception à ce principe, n'entrent pas dans le champ de l'assiette forfaitaire :

- le personnel administratif ;
- les dirigeants et administrateurs salariés ;
- le personnel médical et paramédical de l'association.

Cette règle vaut pour l'ensemble des activités exercées par l'intéressé au sein de l'association dans laquelle il occupe lesdites fonctions.

Ainsi, lorsqu'un membre du personnel administratif d'une association de jeunesse et d'éducation populaire exerce en parallèle au sein de la même association une activité d'animation, celle-ci ne peut donner lieu à l'application de l'assiette forfaitaire.

En revanche, s'il exerce cette activité au sein d'une autre association, dans des conditions répondant à celles définies au **A.** ci-dessus, l'assiette forfaitaire est applicable.

II. MONTANT DE L'ASSIETTE FORFAITAIRE

Aux termes de l'article 2 de l'arrêté du 28 juillet 1994 précité, l'assiette des cotisations de sécurité sociale est égale, pour chaque heure de travail, au salaire minimum de croissance. Elle est déterminée pour chaque mois civil, en multipliant le taux horaire du SMIC par le nombre d'heures de travail effectuées par le salarié au cours du mois civil considéré.

En application de l'article L. 130-1 du code de la sécurité sociale, son montant est arrondi à l'euro le plus proche.

A. Valeur du SMIC prise en compte

Le SMIC est pris en compte pour sa valeur horaire en vigueur au 1^{er} janvier de l'année civile au cours de laquelle est versée la rémunération de l'intéressé.

B. Nombre d'heures pris en compte

1. Cas général

Comme pour l'appréciation du seuil de 480 heures (cf. I. A. 1.), le nombre d'heures de travail à prendre en compte pour le calcul de l'assiette forfaitaire est celui qui donne lieu à rémunération et qui figure sur le bulletin de salaire. Il intègre, le cas échéant, les heures de préparation et de suivi.

2. Cas de suspension du contrat de travail avec maintien total ou partiel de la rémunération

En ce cas, le nombre d'heures pris en compte pour le calcul de l'assiette forfaitaire des cotisations dues au titre du mois considéré est égal au rapport entre :

- d'une part, le produit du nombre d'heures qui auraient été rémunérées si le contrat avait continué à être exécuté et de la rémunération mensuelle brute versée au titre du mois considéré (rémunération de la période travaillée et fraction du maintien de salaire à la charge de l'employeur et soumise à cotisations) ;
- et, d'autre part, la rémunération mensuelle brute qui aurait été versée en l'absence de suspension du contrat de travail (cf. exemple 2 en annexe).

Ce mode de calcul est indépendant de la subrogation de l'employeur au salarié pour la perception des indemnités journalières de sécurité sociale (cf. exemple 3 en annexe).

III. CALCUL DES COTISATIONS DE SECURITE SOCIALE EN CAS DE NON APPLICATION DE L'ASSIETTE FORFAITAIRE

A. Possibilité d'opter pour l'assiette réelle

En application de l'article 4 de l'arrêté du 28 juillet 1994 précité, les cotisations de sécurité sociale peuvent être calculées, d'un commun accord entre le salarié et l'association, conformément aux règles de droit commun, sur le montant de la rémunération réelle versée à l'intéressé.

En ce cas, l'employeur peut faire application d'une mesure d'exonération de cotisations patronales de sécurité sociale non cumulable avec une assiette forfaitaire, dès lors qu'il répond par ailleurs aux conditions nécessaires au bénéfice de cette mesure.

B. Modalités de calcul de la réduction générale de cotisations prévues à l'article L. 241-13 du code de la sécurité sociale

Pour le calcul de la réduction générale de cotisations patronales de sécurité sociale prévue par l'article L. 241-13 du code de la sécurité sociale, le nombre d'heures rémunérées pris en compte est également le nombre d'heures rémunérées indiqué sur le bulletin de salaire (cf. exemple 1 en annexe).

Pour toute difficulté d'application de la présente circulaire, je vous remercie de bien vouloir contacter le Bureau de la législation financière à la Direction de la sécurité sociale (tel : 01.40.56.69.47 ; fax : 01.40.56.71.32).

Pour le ministre et par délégation,
Le Directeur de la sécurité sociale,

signé

Dominique LIBAULT

**ANNEXE :
EXEMPLES DE CALCUL**

1) Application de la réduction générale de cotisations

Exemple 1 : un professeur effectue 10 heures d'enseignement hebdomadaires. Il perçoit une rémunération mensuelle de 600 €. Le nombre d'heures figurant sur son bulletin de salaire est égal à 15 heures hebdomadaires, soit 65 heures par mois.

Le coefficient de la réduction générale est déterminé par application de la formule suivante :

$$\text{Coefficient} = \frac{0,26}{0,6} \quad 1,6 \quad \frac{\text{SMIC}}{\text{RMB}} \quad \frac{H}{600} \quad 1$$

Avec H = nombre d'heures rémunérées
SMIC = 8,03 € (valeur horaire au 01/07/2005)

$$\text{Coefficient} = \frac{0,26}{0,6} \quad 1,6 \quad \frac{8,03}{600} \quad \frac{65}{600} \quad 1 = 0,170$$

$$\text{Réduction mensuelle} = 0,170 \times 600 \text{ €} = 102 \text{ €}$$

2) Calcul de l'assiette forfaitaire en cas de congé maladie ou maternité

Exemple 2 : un professeur rémunéré à hauteur de 400 € par mois effectue 6 heures d'enseignement hebdomadaires, soit 26 heures par mois.

Le nombre d'heures rémunérées figurant sur le bulletin de salaire est égal à 9 heures par semaine, soit 39 heures par mois.

Il est en congé maladie pendant 15 jours étalés sur deux mois successifs : 10 jours ouvrés au cours du premier mois puis 5 au cours du second. Ces deux mois comptent 24 jours ouvrés.

L'intéressé bénéficie des indemnités journalières de sécurité sociale à l'issue d'un délai de carence de 3 jours et du maintien intégral de son salaire par l'employeur pendant cette période (déduction faite des IJSS), dès le 1^{er} jour d'arrêt.

L'assiette des cotisations de sécurité sociale en cas d'activité complète au cours du mois est égale à :
 $39 \times 8,03 \text{ €} = 313,17 \text{ €}$

➤ 1^{er} mois

- Détermination de la rémunération mensuelle brute à la charge de l'employeur

Rémunération de la période d'activité :
 $400 \text{ €} \times 14 / 24 = 233,33 \text{ €}$

Montant des indemnités journalières de sécurité sociale :
 $7 \times 50\% \times 313,17 \text{ €} \times 3 / 90 = 36,54 \text{ €}$

Montant du complément versé par l'employeur :
 $400 \text{ €} - (233,33 \text{ €} + 36,54 \text{ €}) = 130,13 \text{ €}$

Montant de la rémunération mensuelle brute à la charge de l'employeur :
 $233,33 \text{ €} + 130,13 \text{ €} = 363,46 \text{ €}$

- Détermination du nombre d'heures rémunérées pris en compte pour le calcul de l'assiette forfaitaire

Le nombre d'heures pris en compte est déterminé par application d'une règle de trois, en faisant le rapport entre :

- d'une part, le produit du nombre d'heures qui auraient été rémunérées si le contrat avait continué à être

3

△

0

2

2

□

D

E

F

1

•

1

2

N

M

1

4

P

†

3